

COMMUNIQUE DE PRESSE du 8 MARS 2018

**Pour atteindre l'égalité femmes-hommes :
agir partout, en France et dans le monde**

À l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes, le Premier ministre a réuni ce jour un comité interministériel et annoncé des nouvelles mesures pour accélérer les progrès vers l'égalité entre les femmes et les hommes, par le développement d'une culture de l'égalité, par la lutte contre les inégalités au travail, par la garantie de l'accès des femmes aux droits et aux soins, et enfin par l'exemplarité des pouvoirs publics.

Alors que les femmes gagnent encore 24% de moins que leurs collègues hommes, que 220 000 femmes sont victimes de violences commises par leur conjoint chaque année, et que les femmes représentent 64% des personnes qui reportent des soins ou y renoncent, l'engagement du Gouvernement dans son ensemble était attendu.

Une formidable dynamique est à l'œuvre dans la société dans la prise de conscience des inégalités et des discriminations que subissent encore trop souvent les femmes. Cette mobilisation doit être soutenue et accompagnée par l'action publique, ainsi que l'a indiqué Marlène SCHIAPPA, Secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, ce mardi 6 mars, à l'occasion de la restitution du Tour de France de l'Égalité, concertation de grande ampleur : « *Il est temps, qu'en matière d'égalité, l'Etat redevienne un moteur et non le simple suiveur des nombreuses initiatives associatives.* »

Le Haut Conseil salue la mobilisation du Gouvernement au complet, et alors que le Comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes n'avait pas été réuni depuis janvier 2014.

C'est reconnaître que l'action publique a sa place au quotidien, dans tous les lieux de vie des femmes - travail, domicile, transports, loisirs -, et toute l'année, car les inégalités et discriminations commises à l'encontre des femmes font système et sont présentes partout. L'égalité entre les femmes et les hommes ne saurait être atteinte sans être portée comme objectif au plus haut niveau de l'Etat, et sans que l'ensemble des ministres ne s'engage à l'intégrer dans la politique publique qu'ils et elles conduisent.

Le HCE appelle à ce qu'un pilotage resserré de ce plan d'action soit assuré et que les financements adaptés soient alloués. Ainsi que le rappelle Danielle BOUSQUET, Présidente du Haut Conseil : "*Pour aller vers une société d'égalité, il faut des moyens : de la matière grise d'un côté et de l'argent de l'autre*". Conformément à sa mission d'évaluateur de la politique publique, le HCE sera vigilant à la mise en œuvre du plan.

Enfin, le HCE appelle le gouvernement à porter l'objectif d'égalité dans sa diplomatie, et alors que partout dans le monde, les droits des femmes sont menacés par les traditions et les obscurantismes. Il sait pouvoir compter sur Marlène SCHIAPPA, Secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes pour s'exprimer et agir avec détermination et conviction, à l'occasion de la soixante-deuxième session de la Commission de la condition des femmes la semaine prochaine au siège des Nations Unies à New York.